

[Communiqué de presse]

Appel à préserver les crédits du FNADT dans le Projet de loi de Finance 2025 pour soutenir les territoires de montagne en transition

Chambéry, le 04 décembre 2024

À l'occasion de la publication d'une lettre ouverte au Premier ministre, les acteurs des territoires de montagne appellent solennellement à préserver les crédits du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT) dans le Projet de Loi de Finances 2025. Cette décision est essentielle pour encourager la transition écologique et économique des régions montagnardes, mises à rude épreuve par les crises actuelles.

Un outil indispensable menacé de disparition

La suppression annoncée des crédits du FNADT soulève de fortes inquiétudes. Ce fonds, bien que modeste (20millions d'euros par an), a permis de financer des projets innovants de transition dans des territoires particulièrement vulnérables. En soutenant des initiatives locales, notamment dans le cadre des contrats de plan État-Région (CPER), il joue un rôle crucial pour la diversification économique, la durabilité et la résilience des zones de montagne.

Des enjeux cruciaux pour les territoires de montagne

Les territoires de montagne font face à des défis sans précédent :

- Désordres climatiques : Réduction de l'enneigement et impacts sur l'industrie du ski.
- Crise économique : Nécessité de développer des alternatives économiques durables.
- Crise écologique : Urgence de préserver les écosystèmes fragiles.
- Le FNADT constitue un levier essentiel pour répondre à ces défis grâce à des partenariats entre l'État, les régions et parfois même l'Europe.

« C'est le moment d'agir, alors que tous les acteurs des territoires de montagne sont rassemblés pour relever ces défis. Supprimer ce soutien équivaut à briser un élan collectif indispensable à la résilience et à l'innovation », soulignent les signataires de la lettre ouverte.

Un appel à la responsabilité et un soutien durable et structurant

Dans un esprit de cohésion et de mobilisation transpartisane, les associations et élus des territoires de montagne appellent le gouvernement à reconsidérer cette décision. Le désengagement de l'État aurait des conséquences graves, limitant les capacités d'action locales et mettant en péril les efforts collectifs pour un avenir durable.

Les acteurs du territoire demandent instamment au gouvernement et au Parlement de garantir le maintien des crédits FNADT pour 2025. Ce soutien est vital pour accompagner les territoires de montagne dans leur transition et préserver leur habitabilité, leur économie et leur écosystème pour les générations futures.



Contact Mountain Riders

Antoine CHOUVELLON

07.66.46.21.17

antoine@mountain-riders.org